MOTION DE LA COMMISSION EXECUTIVE FEDERALE

La formation professionnelle est le bien commun des salarié·es !

Mardi 15 septembre, la direction de l'AFPA a présenté son plan de restructuration. Sur les plus de 5000 salarié·es de l'AFPA, 867 pourraient être touché·es par des mesures de licenciements économiques. Fermetures de centres, fermetures de formations et plan « social », les mesures annoncées sont brutales pour les personnels et pour l'ensemble des publics (salarié.es, privé-es d'emploi…) qui ont besoin de se former.

Un maillage territorial affaibli

Le changement statutaire de l'AFPA en 2017 s'est accompagné d'un transfert en pleine propriété d'une partie des biens immobiliers qui appartenaient à l'Etat. Le parc immobilier était vétuste, il absorbe aujourd'hui 26% du chiffre d'affaires. Au lieu de prendre sa responsabilité et de financer la rénovation, la tutelle étatique impose de vendre ou de céder 40% des surfaces foncières et du bâti.
L'une des richesses de l'AFPA, est son maillage territorial, permettant une offre de formation de proximité. La fermeture de 3O centres sur 142 va éloigner l'offre de formation des stagiaires. Certains centres que la direction de l'AFPA souhaite fermer se trouvent dans des villes moyennes enclavées, dans des territoires avec de forts taux de chômage. Ce sont donc celles et ceux qui en ont le plus besoin qui ne pourront plus ou renonceront à se former.

Les attaques contre l'utilité sociale de l'AFPA se poursuivent

Avant même les annonces, une première attaque avait eu lieu avec la fermeture progressive de la restauration collective. Les profils de postes supprimées dans le cadre du « plan social » montrent que cette destruction de l'utilité sociale de l'AFPA s'accélère. Tous les emplois de l'AFPA sont impactés de l'accompagnement des stagiaires, en passant par les personnels administratifs jusqu'au métiers de la formation : animatrices et animateurs, assistant·e de formation, formatrices et formateurs, management intermédiaires…

Assez d'austérité budgétaire, il faut réinvestir dans la formation !

La transition écologique, la réindustrialisation, les reconversions massives exigent un investissement historique dans la formation initiale et continue. La formation n'est pas un coût mais un investissement !

La Commission Exécutive Fédérale de la FERC-CGT apporte son soutien aux personnels de l'AFPA en lutte. La FERC-CGT se mobilisera à leurs cotés pour la défense de l'AFPA, pour un service public de la formation professionnelle.

Montreuil, le 17 septembre 2026,

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture // 01-55-82-76-12 // ferc@cgt.fr